

Cote du document: EB 2016/LOT/P.12/Rev.1
Date: 26 novembre 2016
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République
coopérative du Guyana pour le Projet de
développement écologiquement durable de
l'agriculture dans l'hinterland

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ladislao Rubio
Chargé de programme de pays
Division Amérique Latine et Caraïbes
téléphone: +39 06 5459 2575
courriel: l.rubio@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	3
II. Description du projet	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	4
C. Composantes/résultats	4
III. Mise en œuvre du projet	5
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	7
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	8
V. Considérations d'ordre institutionnel	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	11
Appendices	
I. Negotiated Financing Agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	9

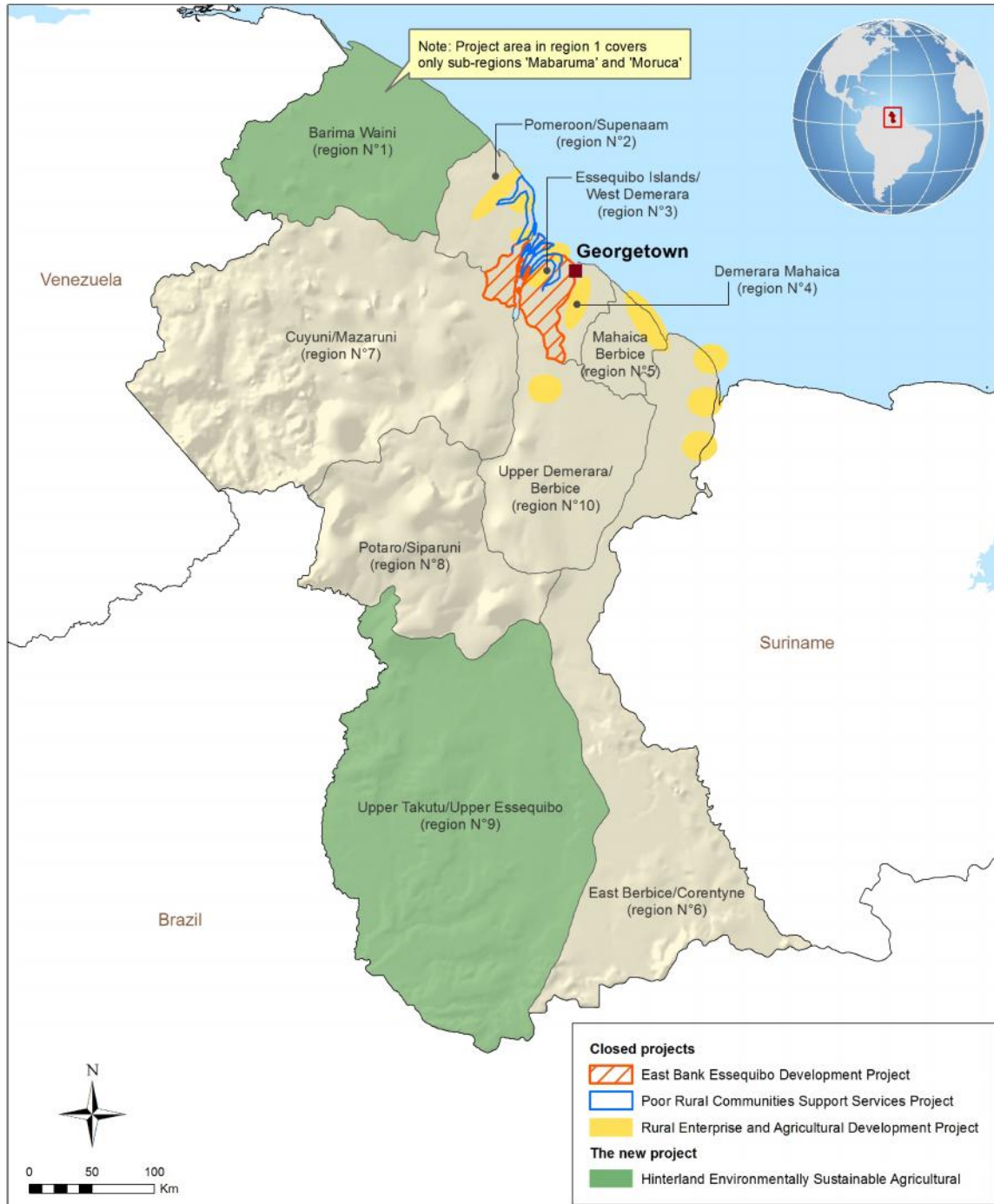
Sigles et acronymes

ASDU	Unité chargée du développement du secteur agricole
BID	Banque interaméricaine de développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PFC	Plan de formation communautaire
PIP/C	Plan d'investissement public/collectif
S&E	Suivi-évaluation

Carte de la zone du projet

République coopérative du Guyana

Opérations financées par le FIDA



Source: FIDA /26-09-2016

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République coopérative du Guyana

Projet de développement écologiquement durable de l'agriculture dans l'hinterland

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République coopérative du Guyana
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du projet:	11,15 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	7,96 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	0,5 million d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Mixtes: délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt fixe de 1,25% et avec une commission de service de 0,75% l'an
Contribution de l'emprunteur:	2,43 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	270 000 USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République coopérative du Guyana pour le Projet de développement écologiquement durable de l'agriculture dans l'hinterland, telle qu'elle figure au paragraphe 59.

Proposition de prêt et don à la République coopérative du Guyana pour le Projet de développement écologiquement durable de l'agriculture dans l'hinterland

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Situé sur la côte nord de l'Amérique du Sud, le Guyana est bordé par l'océan Atlantique et possède des frontières communes avec le Brésil, le Suriname et la République bolivarienne du Venezuela; il fait partie de la région du bouclier guyanais, lui-même composante du biome amazonien. Le Guyana abrite une vaste zone de forêt tropicale primaire, des ressources en eau douce, et un écosystème de savane unique en son genre. Il a une superficie de 215 000 km² et une population de 747 883 habitants. Des membres de peuples autochtones représentent plus des trois quarts de la population dans les régions 8 et 9 (75,9% et 89,2%, respectivement), et environ les deux tiers de la population dans la région 1 (62,2%).
2. La Banque mondiale a estimé, sur la base de la méthode Atlas, à 3 763 USD le produit intérieur brut du pays par habitant en 2014. Selon l'Economist Intelligence Unit, la croissance économique devrait atteindre 3,2% en 2016 et 3,7% en 2017, en raison du lancement d'importants projets d'exploitation de mines d'or.
3. Agriculture et développement rural. L'agriculture contribue de manière significative au développement du pays. Elle est très majoritairement pratiquée par des petits agriculteurs et des populations autochtones exploitant moins de 5 ha de terre. Les cultures sont notamment le riz (90 000 hectares), le sucre (48 000 hectares) et la noix de coco (25 000 hectares); les cultures non traditionnelles occupent de 30 000 à 40 000 hectares, et 158 473 hectares sont consacrés à l'élevage. Les produits agricoles, non compris les produits forestiers, représentent approximativement 31% du total des exportations; les principaux produits de base exportés sont le riz et le sucre.
4. Pauvreté, nutrition et sécurité alimentaire. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le pourcentage de ménages vivant en situation de pauvreté modérée (2 USD par jour) a diminué depuis 1992, passant de 43% à 36,3%, cependant que l'extrême pauvreté tombait de 28,7% à 19,1%. Les perspectives demeurent beaucoup moins favorables pour les populations autochtones (77% de pauvres) et pour les habitants de l'hinterland, où trois personnes sur quatre sont pauvres.
5. Des études montrent que la sécurité alimentaire des ménages de la région 9, dans l'hinterland, est compromise; la situation empire au cours de la saison sèche et de la saison des inondations. La dépendance croissante à l'égard des envois de fonds, accentuée par la migration vers les zones d'exploitation minière et forestière, a des effets négatifs sur les habitudes de consommation des zones autochtones. Les changements intervenus dans les régimes alimentaires des populations autochtones (avec notamment une consommation accrue d'hydrates de carbone raffinés, d'aliments transformés, et de produits alimentaires sucrés et à forte teneur en

calories) sont vraisemblablement à l'origine de la fréquence accrue de maladies chroniques dans cette région.

6. Principales contraintes en matière de ressources naturelles pour l'agriculture et les populations rurales dans les régions 1 et 9. L'agriculture et les moyens d'existence ruraux sont affectés, dans les régions 1 et 9, par la variabilité accrue du régime des précipitations. Dans la région 9, de graves inondations et des périodes prolongées de sécheresse, s'ajoutant à l'absence de technologies adéquates de gestion de l'eau et à la faible fertilité du sol de savane, constituent des défis majeurs pour l'agriculture et l'élevage. Dans la région 1, l'invasion d'eau salée est l'une des grandes conséquences du changement climatique, et elle finira par affecter les ressources en terres arables et en eau douce dans les zones côtières. Le changement climatique a une incidence sur la durabilité des modèles établis de production dans les deux régions, et la transition vers de nouveaux modèles de production devra inclure une adaptabilité accrue au changement des conditions climatiques et économiques. Il faudra, pour cela, un accès aux savoirs, aux investissements et aux technologies de gestion des ressources naturelles qui font actuellement défaut.
7. Les contraintes économiques dans les régions 1 et 9. L'éloignement des régions 1 et 9 demeure un obstacle à la création de nouveaux débouchés et de nouvelles possibilités de génération de revenus. La médiocrité des réseaux de transport et de télécommunications limite l'accès au marché et entrave l'intégration de ces régions dans l'économie nationale. Il manque aussi l'accès à l'information, à la technologie et à l'énergie nécessaires pour appuyer les investissements dans les activités productives, et promouvoir l'adaptation à l'évolution des conditions économiques et environnementales.
8. Principales difficultés rencontrées. La pauvreté persistante et le changement climatique mettent à rude épreuve la résilience et la cohésion sociale du groupe cible. La capacité des communautés de l'hinterland de répondre aux nouveaux défis économiques et environnementaux est en outre limitée par le manque d'incitations aux investissements visant à réduire les risques économiques et climatiques.
9. Possibilités d'amélioration des moyens d'existence des populations autochtones et des petits agriculteurs dans la zone du projet. Malgré ces difficultés, les deux régions offrent des possibilités d'amélioration des moyens d'existence du groupe cible et de génération de revenus des activités agricoles et connexes.
10. À long terme, le Ministère de l'agriculture a pour intention de renforcer l'agriculture de l'hinterland en réduisant l'importance des produits traditionnels d'exportation et en éloignant la production des zones côtières vulnérables à la salinisation. À court terme, les consultations et les visites effectuées sur le terrain ont confirmé que l'on trouve dans les régions 1 et 9: i) des niveaux élevés de capital humain, y compris l'éducation, les compétences, la motivation et l'attitude entrepreneuriale; ii) une conscience généralisée de la nécessité d'améliorer les stratégies d'existence pour une adaptation aux défis économiques, environnementaux et climatiques; iii) une appréciation de la valeur des écosystèmes et de la biodiversité; iv) des titres fonciers communs, une solide gouvernance communautaire et une bonne connaissance des approches participatives de la planification; v) des marchés locaux et la passation au niveau local des marchés publics, ce qui offre des débouchés aux petits et moyens producteurs agricoles (avec peu de concurrence de la part de grandes entreprises); et vi) des groupes de producteurs (y compris des associations de femmes) ayant noué des partenariats avec des organisations non gouvernementales (ONG) et des organismes dépendant des autorités locales.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

11. Les conditions favorables mises en lumière ci-dessus offrent au projet la possibilité d'aider les ménages et les communautés des zones rurales à déterminer et à développer des filières générant de nouvelles possibilités de revenus et contribuant à la diversification des moyens d'existence ruraux. Les deux régions offrent des possibilités viables d'accroître la compétitivité, l'inclusivité et la durabilité des filières locales par le biais de l'amélioration de la gestion des ressources naturelles, de la production, de la transformation, du stockage, de technologies d'amélioration de la qualité et de l'accès des petits exploitants aux marchés. Les consultations préliminaires ont recensé les filières suivantes comme cibles possibles à développer: manioc et ses principaux sous-produits – farine et pain de manioc; arachide, fruits et élevage dans la région 9; et épices, comme le gingembre, le curcuma et le poivre noir dans la région 1.
12. La stratégie du projet combinera le développement communautaire participatif décentralisé, la gestion des ressources naturelles et les approches filières pour renforcer la résilience des moyens d'existence grâce à l'augmentation des possibilités de génération de revenus, l'accès aux actifs susceptibles d'accroître la résilience et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette stratégie appuiera aussi un processus inclusif de planification participative qui renforce les capacités organisationnelles des communautés et des groupes de producteurs, et améliore la coordination institutionnelle entre les institutions nationales et locales.
13. Le projet est aligné sur la stratégie du FIDA pour le Guyana, telle qu'elle est définie dans la note de stratégie de pays. Les précédents projets du FIDA au Guyana avaient été principalement réalisés dans la région côtière, et mettaient l'accent sur le renforcement des capacités des producteurs et l'expansion des possibilités de développement de petites entreprises. Le projet proposé applique aux zones de l'hinterland, dont les habitants sont surtout des membres des peuples autochtones, l'expérience acquise dans le cadre des projets antérieurs. Par le biais de cette stratégie, le FIDA appuie les efforts que déploie le Gouvernement du Guyana pour combler l'écart entre le littoral et l'hinterland, et réduire la pauvreté au sein des communautés rurales isolées.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

14. Le projet sera exécuté dans toutes les sous-régions de la région 9 et dans les sous-régions de Mabaruma et Moruca de la région 1. Les bénéficiaires seront des habitants d'approximativement 80 des 128 communautés rurales des régions 1 et 9 (60 communautés dans la région 9 et 20 communautés dans la région 1). Compte tenu de l'éloignement et de l'ampleur de la région 9, et de la faible densité de sa population, l'approche adoptée sera celle d'une exécution par phases successives. Le projet mettra l'accent, dans la phase initiale, sur la sous-région de Rupununi Nord, afin de tirer parti des efforts déployés par le gouvernement pour en exploiter l'important potentiel agricole. Les enseignements tirés de l'exécution du projet dans la sous-région de Rupununi Nord seront ensuite appliqués dans les sous-régions de Rupununi Centre et Rupununi Sud. Le groupe cible sera composé de 6 000 ménages pauvres, soit 94% du total des ménages pauvres dans la zone du projet. Au moins 15% de ces ménages (900) seront dirigés par une femme, correspondant au pourcentage total de ménages dirigés par des femmes dans la zone du projet.
15. Ces 6 000 ménages représentent approximativement 30 000 bénéficiaires directs et indirects, parmi lesquels des femmes et des hommes appartenant à différents groupes d'âges. Au moins 75% des bénéficiaires du projet seront des membres des populations autochtones. Au moins 30% auront de 15 à 44 ans, et au moins 50% seront des femmes. En raison de l'approche d'exécution par phases successives, les chiffres relatifs à la population cible pourront être révisés lors de l'examen à mi-parcours.

B. Objectif de développement du projet

16. Répondant aux priorités définies dans la note de stratégie de pays, l'objectif de développement du projet est d'améliorer la résilience des moyens d'existence par le biais de la génération de revenus, d'un accès aux actifs, d'une amélioration de la nutrition et d'une adaptation à la variabilité du climat.
17. La résilience des moyens d'existence sera renforcée par les activités décrites ci-après.
 - a) L'augmentation des possibilités de génération de revenus, par le biais de la détermination de produits de base, favorise l'intégration au marché des petits agriculteurs, accroît la demande locale de services et de main-d'œuvre, et appuie la participation des bénéficiaires, de façon inclusive et en connaissance de cause, aux débouchés sur le marché pouvant améliorer le revenu du ménage.
 - b) L'amélioration de l'accès aux biens publics, aux savoirs et aux technologies accroît la résilience de la communauté et crée un contexte porteur pour la production grâce à divers éléments: technologie, savoirs et information pour améliorer la planification et la gestion des ressources naturelles; amélioration de la disponibilité en eau pour l'agriculture et la consommation humaine; meilleures pratiques de gestion du sol; diffusion des technologies de l'information et des communications; adoption de sources d'énergie renouvelables; et valorisation de l'agrobiodiversité.
 - c) L'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle recense et favorise les produits de base, y compris les produits végétaux, de la pêche et forestiers qui améliorent durablement les régimes alimentaires des ménages et accroissent la sensibilisation aux aspects nutritionnels par le biais d'activités d'éducation nutritionnelle et de changements de comportements, avec notamment des directives fondées sur les régimes alimentaires.

C. Composantes/résultats

18. Composante 1. Cette composante a pour but d'appuyer les conseils villageois et communautaires (dans la région 9), les tables rondes de filières (dans la région 1) et les conseils de développement régionaux pour la planification et la détermination des priorités des investissements dans des filières locales¹ et des communautés résilientes. Il en résultera, pour les communautés et les groupes de producteurs, de meilleures capacités de déterminer les possibilités d'investissement et de gérer les risques économiques et liés au changement climatique. Les principaux instruments à mettre au point dans le cadre de cette composante sont les plans de développement de la production des communautés, pour la région 9, et les plans d'action concernant les filières, pour la région 1. Ces plans à moyen terme serviront de base à l'élaboration de trois types de plans d'investissement à exécuter avec l'appui du projet: plans d'investissement publics/collectifs (PIP/C), plans de formation communautaires (PFC) et plans d'activité.
19. Composante 2. Tandis que la composante 1 assurera la formation, les études et le renforcement des capacités nécessaires à l'élaboration des plans d'investissement, la composante 2 appuiera l'exécution de ces plans. Au titre de la composante 2, un fonds d'investissement sera établi pour le financement de biens et services publics et communs, par le biais de mécanismes non remboursables à inclure dans chaque type de plan d'investissement. Il s'agira notamment: i) d'investissements qui réduisent les risques climatiques et les risques d'investissement (inclus dans les PIP/C); ii) d'activités de formation, de renforcement des capacités et de sensibilisation, et d'activités connexes de recherche contribuant à réduire les risques climatiques, économiques et nutritionnels (inclus dans les PFC); et iii) d'assistance technique et de services appuyant la diffusion de savoirs, de technologies et de

¹ Dans la région 1, il existe aussi un important potentiel de développement de liaisons vers les marchés internationaux; c'est particulièrement le cas pour des épices comme le gingembre et le curcuma.

capacités améliorant la résilience des moyens d'existence grâce à la réduction des risques climatiques, économiques et nutritionnels (inclus dans les plans d'activité).

20. Composante 3. La troisième composante établira les procédures de gestion et administratives, et notamment les mécanismes comptables et de vérification des comptes, de suivi et d'évaluation, conformément aux directives nationales et à celles du FIDA. Des produits relatifs aux savoirs fondés sur des faits concrets seront élaborés à partir de l'expérience du projet afin d'en extraire les enseignements et les meilleures pratiques, de reproduire à plus grande échelle les solutions innovantes et d'obtenir de meilleurs effets et un plus grand impact des ressources consacrées au développement.

III. Mise en œuvre du projet

A. Approche

21. La stratégie du projet vise à améliorer la résilience des moyens d'existence du groupe cible en apportant des solutions aux principaux risques découlant des défis contextuels dans la zone du projet. Étant donné que les ressources naturelles et les systèmes locaux de gouvernance sont menacés par ces risques économiques et environnementaux, il faudra, pour renforcer la résilience des communautés cibles, mettre en œuvre un processus participatif pour le classement par ordre de priorité des possibilités et pour la planification des investissements et des activités, processus auquel participeront les acteurs locaux et les organes directeurs.

B. Cadre organisationnel

22. L'institution chef de file pour l'exécution du projet relatif à l'hinterland sera le Ministère de l'agriculture, qui agira par l'intermédiaire de son Unité chargée du développement du secteur agricole (ASDU). Pour ce qui concerne les activités telles que la planification consultative au niveau des villages, le transfert de technologie agricole, l'assistance technique, la gestion des ressources naturelles, et la planification régionale des investissements, le Ministère de l'agriculture recevra l'aide de divers ministères (affaires des peuples autochtones, ressources naturelles, communautés, et commerce), d'autres services gouvernementaux, d'ONG, d'organisations à assise communautaire, d'universités et de prestataires individuels de services.
23. L'unité de gestion du projet comprendra un bureau au Ministère de l'agriculture à Georgetown et des bureaux régionaux dans les régions 1 et 9. Un comité national de pilotage et des comités régionaux de gestion seront mis en place pour fournir les grandes orientations, apporter un appui à l'exécution, donner un avis sur les programmes de travail et budgets annuels, et encourager la collaboration entre les parties prenantes.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

24. Le projet apportera un appui au renforcement des capacités de l'Unité chargée, au sein du Ministère de l'agriculture, du suivi et de l'évaluation (S&E) et veillera à ce qu'il y ait un lien entre le suivi du projet, le suivi de la performance du Ministère, et les indicateurs relatifs à la Stratégie agricole. Le S&E sera réalisé suivant une approche participative; la collecte des données sera simple et brève, et mettra l'accent sur la fiabilité et l'utilité des données recueillies. Des produits relatifs aux savoirs fondés sur des faits concrets seront élaborés pour mettre en évidence les enseignements et les meilleures pratiques résultant des expériences du projet, reproduire les solutions innovantes, optimiser les effets et l'impact des ressources affectées au développement, et diffuser les savoirs pour appuyer, aux niveaux national, régional et local, les processus de prise de décision et d'élaboration des politiques. Une étude de référence sera conduite immédiatement après l'approbation de l'Accord de financement et avant le début de l'exécution.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

25. Gestion financière. La gestion financière et la passation des marchés relatifs au projet seront assurées par l'ASDU, qui possède la capacité nécessaire, un système comptable adéquat et une grande expérience de l'exécution de projets financés par des sources internationales, et notamment le Projet à l'appui de l'entreprise rurale et du développement agricole financé par le FIDA. Le recrutement par voie concurrentielle d'un responsable financier qualifié sera l'une des conditions préalables au décaissement, pour le prêt et le don.
26. Flux de fonds. L'emprunteur ouvrira, auprès de la Banque centrale du Guyana, un compte désigné en dollars des États-Unis, exclusivement pour le prêt et le don, sur lequel seront déposés les fonds d'avance et à partir duquel les fonds seront transférés au compte opérationnel du projet en dollars guyaniens.
27. Financement rétroactif. En dérogation à la section 4.08 a) ii) des Conditions générales applicables au financement du développement agricole, les dépenses spécifiques admissibles encourues entre la date d'approbation par le Conseil d'administration et la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement seront considérées comme admissibles jusqu'à un montant de 300 000 USD, conformément à l'accord de financement et comme précisé dans cet accord. Ces dépenses admissibles comprendront les coûts en rapport avec: l'étude détaillée sur la filière des épices dans la région 1; une étude sur l'état de l'alimentation et l'agriculture dans les sous-régions de Mabaruma et Moruca, dans la région 1; et le recrutement de personnel.
28. Passation des marchés. La passation des marchés relatifs à des biens et des services sera effectuée par l'ASDU conformément à la réglementation nationale, aux Directives pour la passation des marchés relatifs aux projets du FIDA et aux dispositions de l'accord de financement. Un responsable de la passation des marchés, exclusivement affecté au projet de l'hinterland, sera recruté par l'ASDU.
29. Audit. Les états financiers consolidés annuels du projet feront l'objet d'un audit indépendant exécuté sur la base du mandat convenu, conformément aux Normes internationales d'audit et aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Conformément à la Loi de 2004 sur l'audit au Guyana, c'est le vérificateur général qui aura pour responsabilité d'établir des audits sur les aspects financiers, la conformité, la performance et l'utilisation optimale des ressources des comptes de tous les projets financés par des prêts ou des dons de tout État ou organisation étrangers. Le bureau de l'audit du vérificateur général du Guyana vérifiera les états financiers du projet. Un rapport d'audit annuel sera soumis au FIDA dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice budgétaire.

E. Supervision

30. Le FIDA supervisera directement le projet et conduira, en complément, des missions d'appui à l'exécution. Une mission de supervision sera organisée chaque année. La première mission de supervision, entreprise six mois environ après l'entrée en vigueur du projet, portera sur le suivi de l'avancement des activités par rapport au calendrier défini dans le plan d'exécution, et évaluera les aspects fiduciaires, les dépenses, les contributions à titre de fonds de contrepartie et la conformité à l'accord de financement. Des missions d'appui à l'exécution seront planifiées pour aborder les questions dont l'étude aura été recommandée par les missions de supervision.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

31. Le coût total du projet s'établit à 11,14 millions d'USD sur une période de six ans. Ce total comprend 10,54 millions d'USD (95%) de coûts de base, et 610 000 USD (5%) de provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers.

Tableau 1
Coût du projet, par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Renforcement des plans d'investissement des communautés et des groupes de producteurs	2 142	71	247	8			637	21	3 025
2. Exécution des plans d'investissement	4 755	77			265	4	1 139	18	6 159
3. Gestion du projet et des savoirs, et coordination	1 055	54	253	13			650	33	1 959
Total	7 952	71	500	4	265	2	2 426	22	11 143

B. Financement du projet

32. Le projet sera financé par: i) le gouvernement, avec une contribution en espèce et en nature d'un montant de 2,43 millions d'USD soit 22% du coût total; ii) le FIDA, avec une contribution de 8,45 millions d'USD (total de l'allocation 2016-2018 au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), soit 76% du coût total, répartie entre un prêt de 7,96 millions d'USD et un don de 0,50 million d'USD; et iii) les bénéficiaires, dont la contribution sera de 0,27 million d'USD – soit 2% du coût total.

Tableau 2
Coût du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don FIDA		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total	Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Véhicules et matériel	188	84					36	16	224	2
2. Formation	614	84					117	16	731	7
3. Services de conseil	2 904	66	500	11			982	22	4 385	39
4. Dons (pour les sous-projets)	3 202	78			265	6	660	16	4 128	37
5. Salaires	534	50					534	50	1 068	10
6. Dépenses de fonctionnement	510	84					97	16	607	5
Total	7 952	71	500	4	265	2	2 426	22	11 143	100

C. Résumé des avantages et analyse économique

33. Analyse financière. Afin de vérifier la viabilité financière des activités du projet, on a calculé le flux des bénéfices nets supplémentaires annuels sur une période de dix ans, aussi bien pour la production agricole des ménages que pour les entreprises de groupes de producteurs. Tous les modèles ont confirmé l'augmentation des bénéfices, du revenu net des familles, des ventes et de la main-d'œuvre. La viabilité financière a été positive dans tous les modèles, avec un taux de rentabilité financière interne se situant entre 23% et 312%.

34. Analyse économique. Les indicateurs de viabilité économique sont positifs, avec un taux de rentabilité économique interne de 21% et une valeur actuelle nette prévue de 6,97 millions d'USD. Les indicateurs de viabilité ne sont pas très sensibles à la réduction des bénéfices et aux retards dans leur obtention; ces indicateurs sont moyennement sensibles aux augmentations des coûts.

D. Durabilité

35. Durabilité politique et institutionnelle. Le projet est aligné sur le cadre stratégique national qui met l'accent sur le développement agricole de l'hinterland; vise à réduire la pauvreté et l'isolement des communautés autochtones; et appuie l'adoption d'un programme de développement écologiquement viable. Il existe déjà une coordination entre les organismes gouvernementaux à l'échelon national et les autorités locales dans la région 9, et le projet contribuera à la concertation et la coordination entre les organismes gouvernementaux, les communautés autochtones, les bailleurs de fonds internationaux et les organisations de la société civile intervenant dans les zones de l'hinterland.
36. Durabilité, reproduction et mise en œuvre à plus grande échelle. Les précédents projets du FIDA au Guyana avaient été principalement axés sur les zones et les communautés côtières. Le présent projet fait fond sur l'approche du FIDA en l'adaptant aux conditions particulières de l'hinterland, et ouvre la voie à une reproduction et une mise en œuvre à plus grande échelle dans d'autres zones éloignées du pays présentant des conditions similaires. L'approche d'exécution par phases successives adoptée pour la région 1, où une étude sur l'état de l'alimentation et de l'agriculture sera conduite au cours de la première année du projet, présente une pertinence particulière. Les savoirs et les enseignements acquis dans les sous-régions de Mabaruma et Moruca seront utilisés pour reproduire le projet dans d'autres zones de la région 1. Employant une approche participative de la planification, le projet fera fond sur la capacité de planification développée dans les villages ayant déjà établi des plans de développement communautaires, et il renforcera les compétences et les capacités de planification sensible aux enjeux climatiques et nutritionnels.
37. Sécurité alimentaire et qualité nutritionnelle. Des activités de sensibilisation et des matériels de formation sur la qualité nutritionnelle seront aussi créés dans le cadre du projet.
38. Viabilité environnementale. L'adoption de mesures résilientes face au climat, comme l'identification de variétés végétales tolérantes à la sécheresse et résilientes face au climat, et la définition de technologies agricoles à l'épreuve du changement climatique soutiendront les améliorations de la productivité et de la qualité. L'étude sur l'état de l'alimentation et de l'agriculture dans la région 1 comblera les lacunes dans les savoirs sur les conditions environnementales et socioéconomiques dans cette région, contribuant ainsi à une meilleure planification.

E. Identification et atténuation des risques

39. Les risques identifiés au cours de la conception du projet sont de divers ordres: risques économiques, risques liés au changement climatique, risques sociaux et risques institutionnels.
40. Les risques économiques concernent notamment l'excès de spécialisation et la concurrence d'autres secteurs pour la main-d'œuvre. Ces risques seront atténués par le biais d'activités de formation et d'appui qui sensibilisent aux risques de la spécialisation et aident les communautés et les groupes de producteurs à intégrer de nouvelles activités génératrices de revenus dans des stratégies diversifiées de moyens d'existence. Le projet encouragera le renforcement des filières locales et améliorera l'accès à l'information nécessaire à une participation équitable des ménages cibles aux marchés agricoles. Il offrira également une assistance technique et des incitations aux investissements afin d'optimiser les revenus et l'emploi.
41. Les risques liés au changement climatique seront abordés par le biais d'un appui aux investissements dans les biens publics et collectifs inclus dans les PIP/C et les PFC qui accroissent l'accès aux savoirs, à la technologie et à l'information requis pour améliorer la gestion de l'eau et des ressources naturelles. Le projet encouragera l'adoption de bonnes pratiques de gestion des ressources naturelles et de mesures d'adaptation au changement climatique dans les plans d'activité. Les plans d'activité

incluront également des stratégies d'atténuation pour réduire les effets négatifs de la spécialisation de la production sur la résilience face au changement climatique et sur la nutrition par le biais d'un recours à l'agrobiodiversité et à la diversification des moyens d'existence.

42. Les risques sociaux seront réduits grâce à l'adoption de plans ayant fait l'objet d'un consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, et grâce au renforcement de la planification communautaire participative. La participation des groupes vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, sera encouragée par le biais de la stratégie de ciblage, de l'inclusion dans les PFC du développement des compétences et de la formation des jeunes et des femmes, et en donnant la priorité aux plans d'activité concernant les groupes vulnérables.
43. Les risques pour la nutrition et la sécurité alimentaire seront abordés par le biais d'une formation et d'une assistance technique renforçant les liens entre la génération de revenus et la qualité de la nutrition afin: i) d'aider les ménages à faire leurs choix, en matière de régime alimentaire, en meilleure connaissance de cause; ii) d'accroître l'adoption des recommandations en matière de régime alimentaire; et iii) d'accroître la richesse, la diversité et la qualité nutritionnelle du système alimentaire local.
44. Les risques institutionnels sont liés à une coordination régionale limitée entre les parties prenantes et à la faiblesse des capacités organisationnelles des communautés et des groupes de producteurs. Le projet renforcera la coordination nationale et régionale par l'intermédiaire de son comité national de pilotage et des comités régionaux de gestion, facilitant les liaisons entre les ministères, d'autres organismes et programmes gouvernementaux, les ONG et d'autres projets.
45. Compte tenu de la note 29 obtenue par le Guyana sur l'indice 2015 de perception de la corruption de Transparency International et d'évaluations de la gestion financière des dépenses publiques, le risque fiduciaire du projet a été jugé moyen. Les mesures énoncées à la section III.D du présent rapport sont jugées suffisantes pour atténuer tout risque fiduciaire.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

46. Le groupe cible du FIDA est composé de ruraux en situation de pauvreté et d'insécurité alimentaire; le FIDA s'efforce, de manière proactive, d'atteindre les populations extrêmement pauvres (conformément au premier des Objectifs de développement durable) qui pourraient tirer des avantages d'un meilleur accès à la production agricole et à la génération de revenus ruraux. Dans le cas du Guyana, les pauvres vivent principalement dans les zones de l'hinterland. C'est pourquoi les régions 1 et 9, zones de l'hinterland peuplées en majorité de membres de groupes autochtones, sont le point focal géographique du projet. Le ciblage fera l'objet d'un suivi par le biais d'une activité participative de S&E, et sera évalué lors de l'examen à mi-parcours.
47. Pour répondre aux exigences du FIDA quant à l'approche du ciblage, qui doit être consultative et impulsée par la demande, une cartographie participative de l'utilisation des ressources et des activités économiques sera entreprise au titre de la composante 1. Le FIDA collaborera avec le gouvernement et d'autres parties prenantes à l'établissement d'une compréhension partagée des causes de la pauvreté et de l'exclusion dans les zones de l'hinterland.
48. Conformité avec la Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement du FIDA. Le projet est conforme à la Politique du FIDA concernant le climat et la gestion des ressources naturelles, et plus précisément les principes 3 et 4, et il adoptera une approche intégrée intelligente face au climat. Les filières locales seront déterminées par le biais de processus participatifs, afin que leur développement contribue à accroître la résilience face au changement climatique, au niveau de la communauté et à celui des ménages. La priorité ira aux

initiatives qui favorisent la réduction et la gestion des risques liés au climat, et l'établissement de systèmes agroécologiques. Le projet fournira aussi une assistance technique en vue de l'intégration dans les plans d'investissement de technologies et de bonnes pratiques améliorant la gestion des ressources naturelles et l'adaptation au changement climatique.

49. Conformité avec la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. L'alignement du projet pour l'hinterland sur la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes repose sur une approche participative conçue de manière à ce que les voix des différents segments de la population rurale soient également entendues et que l'on y attache la même importance. Des mesures sexospécifiques ayant pour but d'assurer l'équité entre les sexes ont été incluses dans la conception et le budget du projet. En collaborant avec les ménages pris dans leur totalité, le projet mobilisera les savoirs et les compétences complémentaires des femmes et des hommes (conformément à l'objectif stratégique 2).
50. Conformité avec le Plan d'action du FIDA pour la nutrition, 2016-2018. Le projet est sensible aux enjeux nutritionnels, tels qu'ils sont définis dans le Plan d'action du FIDA pour la nutrition 2016-2018. Il contribue à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles en établissant un lien entre la production alimentaire locale et l'amélioration de la qualité nutritionnelle des régimes alimentaires.

B. Alignement et harmonisation

51. Le projet est aligné sur le cadre stratégique national, qui met en lumière: le développement de l'agriculture dans l'hinterland; la réduction de la pauvreté et de l'isolement des communautés autochtones; et l'adoption de stratégies de développement écologiquement viables pour atténuer les menaces accrues résultant du changement climatique.
52. Dans la région 9, le projet mettra à profit les complémentarités avec le Projet de développement agricole durable financé par la Banque interaméricaine de développement (BID). Ce projet a pour but d'accroître la productivité du secteur agricole tout en maintenant l'utilisation durable et résiliente face au climat des ressources naturelles dans les régions 5, 9 et 10. La BID appuiera le Ministère de l'agriculture dans la préparation et l'exécution d'une stratégie de vulgarisation incluant des incitations proposées aux petits agriculteurs afin qu'ils adoptent des technologies pour le manioc, l'arachide, les vergers, l'élevage et les pâturages. Pour renforcer les synergies et améliorer la coordination nationale et régionale, les deux projets utiliseront, dans la région 9, le même comité national de pilotage et le même comité régional de gestion. On s'attachera également à coopérer avec la BID pour l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans les zones rurales.
53. Le projet sera harmonisé avec le projet du Fonds multilatéral d'investissement de la BID portant sur la mobilisation du capital naturel dans la région de Rupununi (région 9). Ce projet vise à créer et à renforcer, à l'échelon local, des initiatives écologiquement viables, et à améliorer l'accès au marché pour les entreprises à assise communautaire. Il sera également harmonisé avec les activités du Fonds d'investissement du Guyana pour le Programme REDD+ (Mécanisme de réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts), qui a pour but d'investir dans des approches à faible émission de carbone énumérées dans la Stratégie de développement à faible émission de carbone. En outre, on s'attachera à collaborer avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le cadre de l'étude sur l'état de l'alimentation et l'agriculture dans la région 1, et pour appuyer l'exécution de la Stratégie intégrée 2015-2020 de développement de l'agriculture durable pour la région 9 (élaborée par le Ministère de l'agriculture, la FAO et Conservation International).

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

54. Les précédents projets du FIDA au Guyana avaient été principalement axés sur les zones côtières. Le présent projet fait fond sur l'approche du FIDA et l'adapte aux conditions particulières de l'hinterland, et ouvre la voie à une reproduction et une mise en œuvre à plus grande échelle dans d'autres zones éloignées du pays présentant des conditions similaires.

D. Participation à l'élaboration des politiques

55. Le projet, qui sera principalement exécuté par le Ministère de l'agriculture, est aligné sur les stratégies gouvernementales de décentralisation auxquelles sont associées les autorités locales et les institutions des peuples autochtones, comme les Ministères des communautés et des affaires des peuples autochtones (en partenariat avec d'autres organismes gouvernementaux, bailleurs de fonds internationaux et ONG internationales). La coordination entre les organismes gouvernementaux nationaux et les autorités locales est déjà effective dans la région 9; une coopération plus étroite sera recherchée, tout au long du projet, en vue du renforcement, au sein du gouvernement et de la société civile, des capacités de gestion des ressources naturelles, et de planification sensible aux enjeux nutritionnels et climatiques.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

56. Un accord de financement entre la République coopérative du Guyana et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
57. La République coopérative du Guyana est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
58. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

59. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République coopérative du Guyana un prêt à des conditions mixtes d'un montant de sept millions neuf cent soixante mille dollars des États-Unis (7 960 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République coopérative du Guyana un don d'un montant de cinq cent mille dollars des États-Unis (500 000 USD) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Hinterland Environmentally Sustainable Agricultural Development Project"

(Negotiations concluded on 4 November 2016)

Loan Number: _____

Grant Number: _____

Project Title: Hinterland Environmentally Sustainable Agricultural Development Project (the "Hinterland Project" or "the Project")

The Cooperative Republic of Guyana (the "the Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

HEREBY agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan and Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the Loan is seven million nine hundred sixty thousand US dollars (USD 7.96 million).

B. The amount of the Grant is five hundred thousand US dollars (USD 0.50 million).

2. The Loan is granted on blend terms, and shall be subject to interest on the principal amount outstanding at a fixed rate of 1.25 per cent and in addition a service charge of 0.75 per cent per annum payable semiannually in the Loan Service Payment Currency and shall have a maturity period of twenty five (25) years, including a grace period of five (5) years, starting from the date of approval by the Executive Board.

3. The Loan Service Payment Currency shall be the US dollar.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal, interest and service charge shall be payable on each 15 June and 15 December.
6. There shall be a designated account denominated in US dollars opened by and held in the name of the Borrower/Recipient in the Central Bank of Guyana. This designated account shall be used exclusively for the deposit of Financing proceeds.
7. There shall be a Project Account opened by and held in the name of the Borrower/Recipient in a bank selected by the Borrower/Recipient. It shall be in Guyanese Dollars and this is where resources from the Designated Account and counterpart funds shall be deposited.
8. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in an amount equivalent to two million four hundred and thirty thousand US dollars (USD 2 430 000) in cash and in kind, including covering of taxes and duties in an amount equivalent to one million four hundred and eighty USD dollars (USD 1 480 000).

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture.
2. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

1. The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following is designated as an additional ground for suspension of the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan and the Grant Accounts:
 - (a) the Project Implementation Manual (PIM) referred to in paragraph 10 of Schedule 1 hereto, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or otherwise modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) The Project Management Unit (PMU) shall have been duly established and the recruitment of key personnel such as the Project Coordinator, a Finance Officer, Procurement Officer and M&E Officer shall have been completed;
 - (b) The Borrower/Recipient shall have prepared a draft PIM in form and substance satisfactory to the Fund; and
 - (c) The Baseline study for Region 9 shall have been completed.

3. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal for expenditures related to Component 2 in Region 1:

- (a) The detailed value chains study for spices in Region 1 shall have been completed;
- (b) The SOFA study in Mabaruma and Moruca sub regions of Region 1 shall have been completed;
- (c) The Baseline study for Region 1 shall have been completed.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Minister of Finance
Ministry of Finance
49 Main and Urquhart Streets
Georgetown, Guyana

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the the Borrower/Recipient.

COOPERATIVE REPUBLIC OF GUYANA

(Authorized Representative)
(name and title)

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. **Project Area.** The Project will operate in Region 9 and in the Mabaruma and Moruca sub-regions of Region 1. It will follow IFAD's geographic targeting approach as it will address the needs of the rural poor living in the Project area. The beneficiaries will come from approximately 80 of the 128 existing villages and communities in Regions 1 and 9 (60 communities in Region 9 and 20 communities in Region 1). Phasing-in of communities will be used to ensure there is sufficient time to assist villages, communities, and producer groups with the implementation of their Investment and Business Plans. Considering the remoteness, vastness and low population density of the region, a phased implementation approach will be adopted for Region 9. The Project will initially only focus on North Rupununi, so as to capitalize on current government efforts to exploit the significant agricultural potential of this sub-region. Lessons learned from Project implementation in North Rupununi will later be applied to Central and South Rupununi.

2. **Target Population.** The target group includes poor indigenous and non-indigenous rural households living in the Project area, whose livelihoods are threatened by economic and environmental risks. The target group will include 6,000 poor households receiving Project services, which is equivalent to 94 per cent of the existing poor households in the Project area. At least 15 per cent of these (900 households) would be female-headed households as this reflects the reality in the Project area. The 6,000 households represent a total number of direct and indirect beneficiaries of approximately 30,000 men and women of different age groups. The Project will ensure that the most vulnerable groups have access to services and investment, empowering and facilitating the participation of indigenous peoples, youth, and women. At least 75 per cent of the Project beneficiaries would be from Amerindian tribes. At least 30 per cent would be from the age group 15-44 years old and at least 50 per cent would be women. Due to the adoption of a phased approach, figures for the target population may be revised at the mid-term review.

3. **Objective.** The Development Objective of the Project is "Improved livelihood resilience through income generation, access to assets, improved nutrition and adaptation to climate variability". Livelihood resilience will be strengthened by increasing income-generating opportunities; improving access to public goods, knowledge and technologies; and enhancing food security and nutrition.

4. **Components.** In order to achieve Project objectives and outcomes, the Project includes two main components: (a) Strengthening of communities and producer groups' investment planning; and (b) Implementation of investments plans. A third component will be dedicated to Project and knowledge management and coordination.

4.1. **Component 1: Strengthening of community and producer groups investment planning.** The objective of this component is to support Village and Community Councils (in Region 9), value chain roundtables (in Region 1) and Regional Development Councils in planning and prioritizing investments for the development of local value chains² and resilient communities and livelihoods. The expected outcome is that communities and producer groups have strengthened capacities to identify investment opportunities and manage economic and climate

² In the case of Region 1 there is significant potential for the production and marketing of species where other local and national market, there is a significant potential on international markets

change risks. The main instruments that will be developed by this component are Community Production Development Plans (CPDP) for Region 9 and Value Chain Action Plans (VCAP) for Region 1. These overall medium-term plans will be the basis for the development of three types of concrete investment plans to be implemented with the project support: Public/Collective Investment Plans (P/CIP), Community Training Plans (CTP), and Business Plans (BP).

- 4.1.1. Through the IFAD grant, under Component 1 the Project will finance a SOFA study for Region 1 that builds on the methodology and approach already adopted in Region 9. Likewise, to obtain a better understanding of the spices value chains the grant will also finance value chain studies. These studies will include an identification of key constraints and opportunities for the development of the value chains with the inclusion of Amerindian and small holder farmers including constraints in production and transport costs, produce volume and quality compared to market demands. In order to avoid delays in project implementation for Region 1, resources for the SOFA and the value chain studies can be anticipated by the GOG as soon as the loan agreement has been signed. Expenses incurred for the SOFA study will be considered as retroactive expenses, and will therefore be reimbursed once the conditions for the effectiveness and disbursement of the Financing Agreement are fulfilled.
- 4.2. Component 2: Implementation of investment plans. While Component 1 will provide training, studies and capacity building needed to develop investment plans, Component 2 will support their actual implementation. Under Component 2 an Investment Fund will be established to finance, through non-reimbursable mechanisms, public and common goods and services in the following categories of investments that may be included in the different types of investment plans: (a) investments in public and common goods and services that contribute to the reduction of climate and investment risks, included in P/CIPs; (b) services for training, capacity-building and awareness-raising activities, and related background studies, that contribute to the reduction of climate, economic and nutritional risks, included in CTPs; (c) technical assistance and services to favor activities that have positive spillover effects on the hosting communities since they contribute to the diffusion of models, knowledge, technologies and capacities that improve livelihood resilience by reducing the climate, economic and nutritional risks, included in BPs.
 - 4.2.1. The administration and execution of the Investment Fund will be arranged through an agreement signed between MOA and a Financial Institution(s) with presence in the regions. The selection of the Financial Institution(s) will be through a competitive bidding process. The PMU will be responsible for monitoring the implementation of the Investment Fund and evaluating the performance of the Financial Institution as well as the results achieved.
- 4.3. Component 3: Project and knowledge management and coordination. The purpose of the third component is to establish management and administrative procedures including accounting and auditing as well as setting up monitoring and evaluation mechanisms in accordance with IFAD and national guidelines. Specific evidence-based knowledge products will be developed on the basis of Project experiences in order to extract lessons and best practices, up-scale innovative solutions, and achieve better outcomes and greater impact from development resources. Also, coordination and activities to link project and regional planning will be supported.

II. Implementation Arrangements

5. The Lead Project Agency.

- 5.1. The Lead agency for the implementation of the Hinterland Project will be the Ministry of Agriculture through its Agriculture's Sector Development Unit (ASDU). For activities such as consultative village planning processes, agricultural technologies and technical assistance, natural resource management and regional investment planning, the MOA would be assisted by the MIPA, MNE, MOC, MOB and other government agencies, Non-Governmental Organizations (NGOs), Community-Based Organizations (CBOs) and local educational institutes.
- 5.2. The Project Management Unit (PMU) will comprise the office at the MOA in Georgetown and regional offices in Regions 1 and 9. The PMU in Georgetown will have a Project Coordinator, a Procurement Officer, a Finance Officer, and an M&E Officer. The latter will be located at the M&E Unit of the MOA. In each regional office, the Project will be supported by a Regional Project Officer (RPO) and Field Facilitators. The office in Region 9 will also have a Social Inclusion and Gender Specialist who will assist both Regional Project Officers in this particular area of expertise.
- 5.3. Effective coordination with other line ministries, Regional Democratic Councils and private sector initiatives in the regions is essential to create synergies and ensure sustainability of Project results. To this end, a National Steering Committee (NSC) and Regional Management Committees (RMC) will be established to provide policy direction and support for implementation, advise on the Annual Workplan and Budget, and encourage inter-organizational coordination and linkages.
- 5.4. The NSC is comprised of representatives from the: Ministry of Finance (MOF), Ministry of Agriculture (MOA), Ministry of Indigenous People's Affairs (MOIPA), Ministry of Natural Resources (MNR), Ministry of Business (MOB), Ministry of Public Health (MOPH), Ministry of Communities (MOC), Ministry of Social Protection (MSP), Office of Climate Change at the Ministry of the Presidency, and two Representatives from the beneficiaries (one from Region 1 and one from Region 9). The roles, responsibilities and composition of the NSC shall be detailed in the PIM. The RMCs will include, inter alia, the following representatives: (i) a regional chairman; (ii) a regional representative of the Ministry of Indigenous People's Affairs; (iii) a regional representative of the MNR; (iv) a regional representative of each NAREI (National Agricultural Research and Extension Institute) or GLDA (Guyana Livestock Development Authority); and (v) a regional representative of the Program targeted beneficiaries. The roles and responsibilities and composition of the RMC shall be detailed in the PIM and shall include, inter alia to: (i) support the implementation of the Program at the Regional level; (ii) support the ASDU in the implementation of the Annual Workplan; and (iii) collaborate in coordinating with local and community leaders.
- 5.5. The Project will provide support to strengthen the capacity of the MOA M&E Unit, and ensure that Project implementation monitoring is linked to MOA performance monitoring and feeds into existing Agriculture Strategy indicators. Monitoring and evaluation will be conducted using a participatory approach; data collection will be kept simple and not time-consuming, focusing on the reliability and usefulness of collected data. Evidence-based knowledge products will be developed to extract lessons and best practices from project experiences, replicate innovative solutions, maximize outcomes and impact from development resources, and disseminate generated knowledge to support national, regional and local decision making and policy processes. The Baseline Study will be carried out immediately after the approval of the Financing Agreement by IFAD's Executive Board and before implementation.

6. Financial management. Financial Management (FM) and Procurement of the Project will be undertaken by the ASDU, which has adequate capacity, an appropriate accounting system and an extensive experience in implementing internationally funded projects. A qualified Finance Officer will be recruited through a competitive process as a condition of disbursement from the loan and grant accounts.

7. Procurement. Project procurement of goods and services will be carried out by ASDU in accordance to national regulation as long as it is compatible with IFAD Project Procurement Guidelines and in accordance with the provisions of the financing agreement. A procurement officer, exclusively assigned to the Hinterland Project will be hired by ASDU.

8. Audit. The annual consolidated financial statements of the Project will be independently audited, pursuant to the agreed terms of reference and in accordance with the International Standards on Auditing and the IFAD Guidelines on Project Audits. In line with its mandate as per the Guyana Audit Act 2004, the Auditor General shall be responsible for conducting financial, compliance, performance and value-for-money audits with respect to the accounts of all projects funded by the way of loans or grants by any foreign state or organization. In this regard, the Guyana Auditor General Audit Office will conduct the audit of the Project financial statements. Annual audit reports will be submitted to IFAD within the six months of the end of the each fiscal year.

9. Supervision. IFAD will provide direct supervision for the Project, complemented by implementation support missions. One supervision mission is generally planned for each year. The first supervision mission, undertaken approximately six months after the date of entry into force, will monitor progress in relation to the timeframe defined in the implementation plan, and will assess advancements in fiduciary aspects, expenditures, contribution of funds from the counterpart and compliance with the terms of the financing agreement. Implementation support missions will be planned to cover the themes and areas recommended by supervision missions.

10. Project Implementation Manual (PIM). The PIM shall be prepared by the PMU and approved by the Permanent Secretary, who will have the responsibility to send to IFAD for its non-objection. The PIM may be amended or otherwise modified from time to time only with the prior consent of the Fund. The PIM provides the basis for the implementation of Hinterland Environmentally Sustainable Agriculture Development Project (Hinterland Project). It will establish the Strategic and Institutional Framework and provide guidance for the overall planning and implementation of activities. It will detail the collaborative framework for project implementation, the institutional and management arrangements; the administrative, fiduciary and contractual procedures; monitoring, evaluation and reporting. The Manual will establish effective implementation procedures and mechanisms, which will ensure the achievement of the overall objectives as outlines in the Project's design document and log-frame.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Proceeds. The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and Grant and the allocation of the amounts of the Loan and Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	IFAD Loan Amount Allocated (expressed in USD)	IFAD Grant Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage
I. Vehicles and equipment	170 000	-	100% net of taxes
II. Training	550 000	-	100% net of taxes
III. Consultancy services	2 620 000	450 000	100% net of taxes
IV. Grants (for Sub-projects)	2 880 000	-	100% net of taxes
V. Salaries and operating expenses	940 000	-	100% net of taxes
Unallocated	800 000	50 000	
TOTAL	7 960 000	500 000	

2. Retroactive Financing. As an exception to section 4.08(a)(ii) of the General Conditions, specific eligible expenditures incurred from the date of approval by the Executive Board until the date of entry into force of this Agreement shall be considered eligible up to an amount equivalent to three hundred thousand US dollars (USD 300 000) for activities relating to: (i) recruitment of key personnel, (ii) baseline study for Region 9 and Region 1, (iii) detailed value chains study for spices in Region 1, (iv) SOFA study in Mabaruma and Moruca sub regions of Region 1. Activities to be financed by retroactive financing and their respective category of expenditures and source of financing will require prior no objection from IFAD to be considered eligible. These amounts may be reimbursed after the general conditions precedent to withdrawal have been met

3. Start-up Costs. Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs for the same activities indicated in the previous paragraph can be made before the satisfaction of the conditions precedent to withdrawal. Start-up costs shall not exceed an aggregate amount equivalent to three hundred thousand US dollars (USD 300 000). Activities to be financed by start-up costs and their respective categories of expenditures and source of financing will require prior no objection from IFAD to be considered eligible

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Risks	
	Name	Baseline	End Target	Source	Frequency	Responsibility		
Development Objective: Improved livelihood resilience through income generation, access to assets, improved nutrition, and adaptation to climate variability.	<ul style="list-style-type: none"> 80% of targeted households have increased their score on the resilience scorecard by at least 2 points. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline resilience TBD 	<ul style="list-style-type: none"> 4,800 hh (15% female headed hh) 	Baseline studies Impact study Verification in the field	Before Effectiveness Mid Term Before Closing	PMU MOA	Economic risks: <ul style="list-style-type: none"> Productive specialization (vs traditional diversification strategy): vulnerability to market shocks; increased seasonality effects on income and labour cycles Competition for labour from other sectors (e.g., mining) 	
Component 1: Strengthening of community and producer groups investment planning								
Outcome 1 Communities and producer groups have identified investment opportunities manage economic and climate change risk.	<ul style="list-style-type: none"> 80% of households in targeted communities participate in development of public / collective investments plans. 	<ul style="list-style-type: none"> 0 	<ul style="list-style-type: none"> 4,500 hh (15% female headed hh) 	Reports M&E Supervision reports Progress reports	Semi-annually Annually Mid Term Before Closing	PMU MOA		
	<ul style="list-style-type: none"> People in targeted communities participating in producer groups with approved business plans. 	<ul style="list-style-type: none"> 0 	<ul style="list-style-type: none"> 2,500 people (50% women; 30% youth) 					
Component 2: Implementation of investment plans								
Outcome 2.1 Increased investments in business plans that increase agriculture and related income-generating opportunities and increase market access.	<ul style="list-style-type: none"> At least 80% of the households that invested in business plans have increased their income from agriculture and related activities by 50%. 	<ul style="list-style-type: none"> Private assets baseline TBD 	<ul style="list-style-type: none"> 2,000 hh (15% female headed hh) 	Baseline studies Impact study Progress reports Verification in the field	Before effectiveness Annually Mid Term Before Closing	PMU MOA	Climate change risks: <ul style="list-style-type: none"> Productive transformation without access to adequate technology and information for water and soil management Shift to less diversified farming systems Social risks: Weakening of social capital and organization capacity at community level 	
Outcome 2.2 Increased access to assets that build community resilience and create an enabling productive environment (water, energy, ITC).	<ul style="list-style-type: none"> Additional volume of water stored in targeted communities. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline TBD 	<ul style="list-style-type: none"> TBD 					
	<ul style="list-style-type: none"> Number of households in targeted communities with access to renewable energy sources. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline TBD 	<ul style="list-style-type: none"> TBD 					
	<ul style="list-style-type: none"> Number of Internet Access Points available to households in targeted communities. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline TBD 	<ul style="list-style-type: none"> TBD 					

	<ul style="list-style-type: none"> Number of households in target communities that adopt technologies for integrated soil fertility management, integrated pest management, and technology for increasing efficient water use that improved adaptability to climate change 	Baseline TBD	TBD				<ul style="list-style-type: none"> Exclusion of vulnerable groups including women and youth Risks for nutrition and food security: Increased complexity of nutritional problems (e.g., transition to unhealthy diets) Decrease of food security Loss of traditional knowledge, food culture and agro-biodiversity Institutional risks: Limited inter-institutional coordination for actions at the regional level Incipient managerial and organizational capacity to implement investments at the local level (communities and producers' organizations)
Outcome 2.3 Improved diet of adequate quality and appropriate quantity, referring to context-appropriate food-based dietary guidelines and drawing insofar as possible on own-production and local markets in a context of effective behaviour change and nutrition education activities.	<ul style="list-style-type: none"> 60% of households have food consumption patterns that substantially reflect appropriate "best option food basket". 	Baseline TBD	3,600 hh (15% female headed hh)	Baseline studies Impact study Progress reports Verification in the field	Before effectiveness Annually Mid Term Before Closing	PMU MOA	
	<ul style="list-style-type: none"> Number of reference "best option food baskets," reflecting nutritionally adequate, low-cost options, developed and communicated (based on food-based dietary guidelines and giving preference to foods available from local production). 	Baseline TBD	TBD				
	<ul style="list-style-type: none"> Number of crops and animal varieties and wild species used as food or income generating source at community level. 	Baseline TBD	Same or more				
Component 3: Project and Knowledge management and Coordination							
Outcome 3 Efficient and adequate management and implementation of planned activities and effective coordination and planning between institutions at the national, regional and local level.	<ul style="list-style-type: none"> At least 90 per cent of the AWPB is implemented each year. 	0	90 per cent annual	AWPB Supervision reports Progress reports	Annually Mid Term Before Closing	PMU MOA	
	<ul style="list-style-type: none"> Number of evidence based knowledge products developed (written, video or oral/radio). 	0	At least four				
	<ul style="list-style-type: none"> Number of MOUs signed with public institutions to provide services to the project. 	0	At least four				
	<ul style="list-style-type: none"> The project's global investment plan and AWPBs are reflected in the regional budgets and plans for two regions. 	0	Two regions	NSC and RM Minutes Progress reports			